

Un verre avec **Anne Emery-Torracinta**

«Ma première rentrée sans élèves»

> Ancienne enseignante, la socialiste genevoise dirige désormais l'Instruction publique

> La rentrée a été sereine, l'élaboration du budget 2015 le sera moins

Yelmarc Roulet

Le déjeuner, ce sera pour une autre fois. Entre les derniers préparatifs de la reprise et un conclave au vert du collège gouvernemental, la conseillère d'Etat genevoise ne trouve qu'un moment dans l'après-midi. Ce sera donc un Schweppes avec Anne Emery-Torracinta.

Au Café Papon tout de même. L'établissement est tout à la fois pratique – ce doit être le plus proche de son bureau – et symbolique. Ne donne-t-il pas sur la Tour Baudet où siègent les autorités genevoises depuis 1526, un visage convivial à la République?

«C'est ma première rentrée sans être face à des élèves», explique la cheffe du Département de l'Instruction publique (DIP). L'an dernier à la même époque, elle était encore enseignante. «C'est un autre métier, dans un domaine où j'ai passé toute ma vie professionnelle et que je veux continuer à défendre.» Elle n'a pas résisté en tout cas, pour sa première conférence de presse, au plaisir de convoquer journalistes et représentants des associations professionnelles dans une salle de classe et sourit de les avoir vus prendre des notes à la place des élèves.

«Connaitre le département, ça aide. Face à mes collègues du Conseil d'Etat et aux députés, j'ai des réponses, je sais de quoi je parle.» A l'heure du thé, Anne Emery-Torracinta semble encore portée par l'adrénaline du matin. La rentrée 2014 se fera dans des conditions semblables en tout point aux précédentes, malgré tous les élèves en plus, a-t-elle pu annoncer en messagère de bonnes nouvelles. «Ce qui n'allait pas de soi, ni au Conseil d'Etat, ni à la commission des finances. Je me suis battue pour obtenir les moyens nécessaires.»

Le Syndicat des enseignants romands (SER) peut bien prétendre que les nouveaux ministres cèdent plus facilement à la pression des économies que les plus expérimentés, elle ne se sent donc pas

concernée. Certes, elle a bien pris deux mesures. D'une part, les maîtres spécialistes devront désormais consacrer à l'enseignement du programme les deux périodes, sur vingt-huit, réservées jusqu'ici à des activités annexes. D'autre part – et cela a été plus contesté – elle a fermé un centre de séjours et d'échanges linguistiques dont bénéficiaient d'autres cantons et réaffecté les deux postes concernés. «C'est un geste pour montrer que je suis consciente de la situation financière du canton, mais ni l'une ni l'autre de ces décisions ne péjorent la qualité de l'enseignement.»

S'agissant des gages d'indépendance que la nouvelle ministre de l'école devra montrer face à ses anciens collègues, le moment de vérité pourrait bien venir d'ici à quelques semaines. Lorsque s'élaborera le budget 2015, que le gouvernement genevois et sa majorité bourgeoise ont placé sous le signe de l'austérité.

On devrait en savoir plus le 18 septembre, mais elle se déclare d'emblée opposée à toute mesure linéaire. Deux élèves de plus par classe? Les syndicats d'enseignants disent que c'est dans l'air.

Deux élèves de plus par classe? «Ce serait sans doute la mesure la plus simple, mais elle serait absurde»

«Ce serait sans doute la mesure la plus simple à prendre, répond-elle, mais elle serait absurde. Toute décision affectant les normes d'encadrement ne peut être prise qu'après une analyse approfondie.» Dans un canton aussi tertiaire et international que Genève, l'idéal serait que l'éducation échappe aux coupes. Seulement

voilà, l'Etat est endetté de 13 milliards de francs et prépare de plus une baisse de la fiscalité des entreprises. «Etre au Conseil d'Etat, c'est avoir le sens de la responsa-

Et ce mercredi matin servira notamment à renforcer l'enseignement des langues à l'école. «C'est aussi un message que nous envoyons aux autres. Pour un canton comme le nôtre, il est capital d'enseigner deux autres langues en primaire et de s'en donner les moyens. Le signe donné par la Thurgovie est inquiétant. Je peux comprendre l'argument de la surcharge – nous avons prévu d'évaluer notre pratique dans deux ans – mais alors ce ne devrait pas être au détriment du français!»

Tout en se disant préoccupées de voir la nouvelle patronne solidaire du combat contre la dette genevoise, les organisations d'enseignants relèvent que son arrivée a fait souffler un peu d'air frais. Ils la perçoivent en tout cas plus ouverte au dialogue, plus accessible que son prédécesseur, que l'on ne pouvait plus rencontrer sans tout son aréopage. Justement, après la décennie du camarade Charles Beer, Anne Emery-Torracinta veut-elle s'inscrire dans la continuité ou le changement?

«Je partage la même conviction que l'école doit permettre de réduire les inégalités, qu'elle joue le rôle de ferment social dans une société multiculturelle éclatée et doit donner sa

chance à chacun. Mais je suis préoccupée que tant de jeunes en sortent sans certificat, plus d'un millier chaque année. Il y a trop d'échecs à répétition, de parcours chaotiques.» Elle ne plaide pas pour une école plus sélective, mais pour une meilleure orientation et une revalorisation de la voie de l'apprentissage. «Avec les milieux économiques, nous sommes tout à fait d'accord.»

L'entretien se termine, alors que le vent s'engouffre sous les parasols. Il fait frisquet sur la terrasse de la Treille, à deux pas du marronnier dont la première feuille permet chaque année à la République de proclamer très officiellement le printemps. L'été a été pourri. L'automne sera-t-il chaud? Anne Emery-Torracinta va rejoindre ses collègues du Conseil d'Etat à l'Hôtel Bella Tola de Saint-Luc (VS). Pour plancher sur la suite.



bilité. Mon département contribue à la réflexion, ce qui n'est pas incompatible avec la défense de la qualité de la formation.»

Lors de sa conférence de presse, la conseillère d'Etat a évoqué à peine la question des langues, alors même que l'introduction de l'anglais en primaire est une des nouveautés de la rentrée genevoise et que le débat sur les langues s'enflamme en Suisse. Indifférence?

Sur la terrasse du Café Papon, la magistrate rejette le reproche: «La priorité sur Genève était d'expliquer que la réintroduction du mercredi matin à l'école se faisait sans problème, alors que certains avaient prédit un Titanic.» Il en coûte une dizaine de millions de francs et une centaine de postes nouveaux pour que la semaine scolaire des petits Genevois ressemble désormais à celle des autres écoliers suisses.